

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES NECESSITANT UNE REPONSE D'URGENCE

FAITS SAILLANTS

- 211 000 sinistrés, 57 morts et 16 375 maisons effondrées suite aux inondations. Trois régions comptent à elles seules 67% des victimes enregistrées : Maradi, Zinder et Agadez.
- Plus de 40 000 réfugiés Nigériens venant de Sokoto, Zamfara et Katsina installés dans la région de Maradi. 64% des familles hôtes abritent en moyenne 23 personnes par famille.
- En dépit des prévisions positives de la campagne agropastorale, l'insécurité alimentaire menace près de 480 000 personnes dans les régions touchées par la crise sécuritaire.
- Avec plus de 250 personnes civiles tuées et plus de 250 enlèvements, le bilan 2019 de la crise sécuritaire sur les frontières a atteint des chiffres jamais enregistrés



CHIFFRES CLÉS

2,3M personnes dans le besoin 1,2M enfants dans le besoin 186K déplacés internes
246K réfugiés

FINANCEMENT (2019)

\$383.1M Requis **\$141.9M** Reçu **37%** Progrès

2019 KEY FIGURES

- 

FOOD SECURITY

1,6M
- 

NUTRITION

1,8M
- 

SECURITY INCIDENTS¹

240

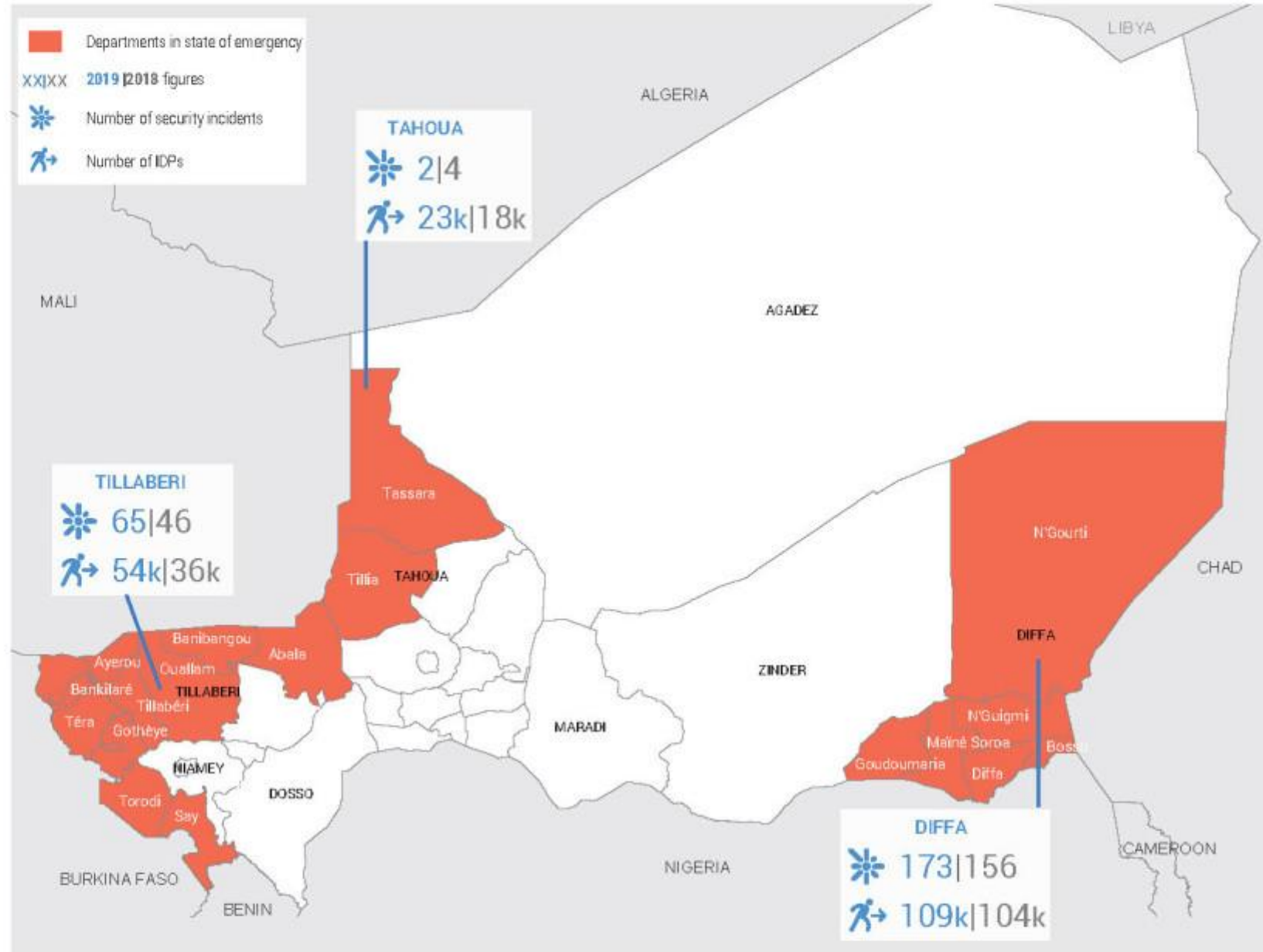
(Diffa, Tillabéri, Tahoua)
- 

DISPLACEMENT

425k

IDPs, REFUGEES AND RETURNÉES

EMERGENCY STATE & RELATED KEY FIGURES 2018/2019



1. The figures used in this overview do not include criminal or other incidents that have no impact on humanitarian action.

L'émergence de nouveaux mouvements sur les frontières et la persistance de besoins non couverts ont entraîné une aggravation de la vulnérabilité des personnes en besoin d'assistance au Niger en 2019. Cette situation reste aggravée par la détérioration de la situation sécuritaire dans les trois régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri, où les groupes armés non-étatiques ont intensifié leurs activités au cours des derniers mois. À Tahoua et à Tillabéri, environ 80 000 personnes ont été déplacées depuis le début de l'année. À Diffa, les attaques récentes de groupes armés ont entraîné des mouvements secondaires d'environ des milliers de personnes. Récemment, la détérioration de la sécurité à la frontière avec le Nigéria a également entraîné le déplacement de plus de 35 000 Nigériens vers la région de Maradi. Les ressources humanitaires continuent à diminuer pendant que les besoins augmentent. Le plan de réponse humanitaire pour le Niger est financé à 36% seulement du budget requis (en comparaison, à la même période en 2018, le plan était financé à 41%).

Copier l'URL Visuels dans le presse-papier Sauvegarder Visuels comme PNG

COORDINATION



Déplacements massifs à Maradi : une nouvelle urgence sur les frontières du Niger

Depuis mai 2019, plus de **40 000 Nigériens en provenance des Etats de Sokoto, Zamfara et Katsina** ont décidé, malgré l'insécurité et les contraintes liées à la saison des pluies, de quitter leurs foyers pour se réfugier dans la région de Maradi, au Niger en raison des attaques des groupes armés dans le Nord-Ouest du Nigéria. Ces personnes racontent qu'ils fuient la recrudescence des violences, des enlèvements et des meurtres perpétrés par ces groupes armés dont les motivations exactes restent floues.

▀ [CARTE: Situation des déplacements dans la région de Maradi](#)

Une première vague de 15 000 réfugiés est arrivée au Niger mi-mai 2019 et a été suivie par une seconde en juillet de la même année. De plus, des mouvements de communautés plus petites continuent d'être enregistrés le long de la frontière. Selon une analyse des tendances proposée par les autorités nigériennes et le HCR, un total de 50 000 personnes réfugiées pourraient chercher refuge dans la région de Maradi d'ici la fin de l'année 2019 en raison de la poursuite des exactions au Nigéria. **Ces personnes bénéficient de l'hospitalité des familles nigériennes vivant le long de la frontière**, dans les communes de Guidan-Roundji, Guidan Sori, Gabi, Safo, Madarounfa et Tibiri. Leur arrivée a augmenté de manière significative la densité démographique dans les zones d'accueil, qui était originellement de près de 45 000 personnes. Cette hospitalité est offerte en dépit de la précarité des capacités d'accueil, accentuant le niveau de vulnérabilité des populations locales dans plusieurs secteurs, dont la sécurité alimentaire, l'eau, hygiène et assainissement (EHA) et la santé.

Les évaluations multisectorielles (MSA) menées par le *Mécanisme de Réponse Rapide (RRM)* dans 40 villages ont relevé que **64% des familles hôtes abritent en moyenne 23 personnes par famille**. Il faut noter que seulement 37% de ces familles vivent dans des abris fonctionnels et que les récentes inondations ont affecté les conditions de vie et les ressources de plus de 25 000 personnes dans cette région. Une telle situation laisse craindre un épuisement rapide des ressources d'eau potable, des biens alimentaires, et la diffusion

rapide de maladies épidémiques, telles que la rougeole, la polio et le choléra, qui sont déjà un risque dans la région, et qui ont comme conséquence une aggravation de l'état nutritionnel et de la mortalité infantile. Le HCR a déjà relevé une forte prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes : ce taux avoisine 35% au sein des enfants réfugiés et 16% dans les communautés hôtes. Au même moment, les résultats d'une évaluation rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle conduite par le *Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires (DNP-GCA)* conjointement avec les partenaires humanitaires au cours du mois d'août 2019, montrent qu'en cette période de soudure, la pression des populations déplacées sur les ressources a accéléré l'épuisement des réserves alimentaires des ménages hôtes et que la fréquence d'approvisionnement des marchés est rendue compliquée par l'insécurité croissante.

Malgré les patrouilles des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du Niger et du Nigeria, aucun mécanisme de monitoring de protection n'a été mis en place en dépit de la détresse psychosociale dans laquelle les populations réfugiées et hôtes vivent suite aux violences, abus et exploitations. Plusieurs risques de protection sont liés à l'installation de ces réfugiés non loin de la frontière. Récemment, entre le 17 et le 19 septembre, une centaine d'individus armés se déplaçant en motocyclettes auraient perpétré plusieurs attaques contre les civils sur les deux côtes de la frontière.

Une nouvelle crise sur l'agenda humanitaire

Du fait de l'accès difficile aux régions de provenance des populations nigérianes et au manque d'un cadre de coordination transfrontalière bien structuré, ni le [Plan de Réponse Humanitaire \(HRP\) 2019](#) au Niger et ni le *Plan de Réponse Régional pour les Réfugiés (RRRP)* 2019 du HCR n'avaient prévu un tel afflux dans la région.

Une réunion de l'*Equipe Humanitaire du Pays (EHP)* tenue le 23 août 2019 à Niamey, a demandé l'activation immédiate du RRM dans la région, la mise en place d'un mécanisme de coordination approprié, et la mobilisation de fonds *CERF Rapid Response* afin de garantir une assistance d'urgence aux réfugiés et de désengorger les villages hôtes en initiant une stratégie de vases communicants avec des

nouvelles zones d'accueil. Un comité de travail créé par les autorités nigériennes a défini les modalités pour assurer la relocalisation sur une base volontaire de plus de 41 000 réfugiés dans la région de Maradi vers de nouvelles communautés d'accueil identifiées. Cependant, la préexistence de différentes organisations et de services techniques dans la région a permis l'activation des premières activités d'assistance, telles que la distribution de 300 kits d'abris et Biens Non Alimentaires par différentes organisations et une distribution de 900 tonnes de vivres mobilisées par l'Etat.

[Un plan de réponse ad-hoc publié par le HCR](#) en août 2019, estime que 16,8 millions USD seront nécessaires pour apporter une réponse d'assistance et de protection à 65 000 personnes (50 000 réfugiés du Nigéria et 15 000 membres de la population hôte) dans les secteurs de l'eau, l'hygiène, l'assainissement, la protection, la nourriture, la santé pour les prochains six mois.



Inondations : plus de 200 000 personnes affectées par les inondations

Selon des informations rendues publiques au 20 septembre par le Ministère de l'Action Humanitaire et par la Direction de la Protection civile, **211 366 personnes ont été affectées par les inondations au Niger**. Les inondations ont en effet entraîné l'effondrement de 16 375 maisons et causé la mort de 57 personnes. Trois régions comptent à elles seules 67% des victimes enregistrées : Zinder (80 534 sinistrés), Maradi (28 847 sinistrés) et Agadez (31 222 sinistrés).

Plus de deux tiers des sinistrés (150 000 personnes environ) ont été enregistrés seulement dans les dernières deux semaines, entre le 2 septembre et le 20 septembre, surtout en raison des fortes pluies enregistrées dans le bassin du Niger et de la surcharge des barrages contenant les eaux au Burkina Faso et au Mali.

Déjà à la date du 30 août 2019, le gouvernement avait lancé une alerte générale faisant suite au constat que le niveau du fleuve Niger avait dépassé la cote d'alerte rouge qui est de 620 cm pour atteindre 640 cm. La dernière fois que la cote rouge avait été atteinte, en 2012, les inondations avaient fait des dizaines de morts et près de 500 000 sinistrés.

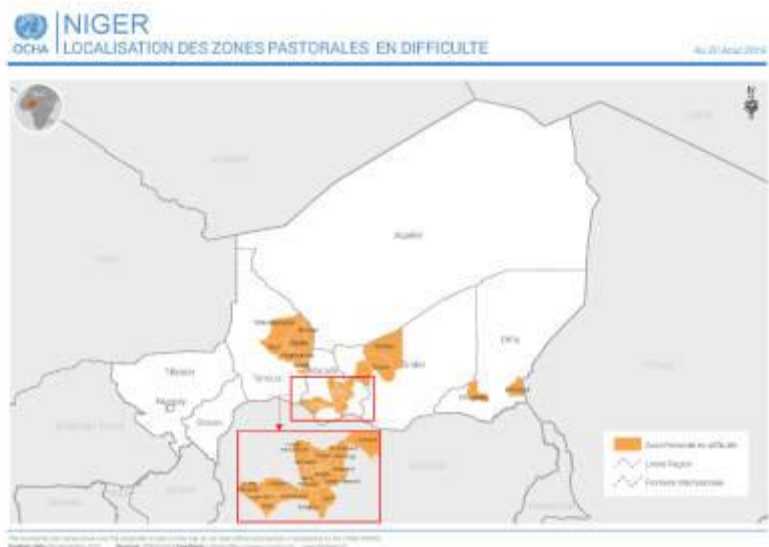
En septembre 2019, le bilan des dégâts dépasse toutes les prévisions faites dans le cadre de la planification nationale, y compris les estimations de l'Aperçu des Besoins Humanitaire du Niger, pour laquelle 170 000 personnes étaient exposées aux risques d'inondations, et celle de la Direction de la Météorologie Nationale du Niger, qui estimaient le nombre de personnes à risque à 200 000.

Parallèlement, ce bilan montre une légère augmentation des sinistrés par rapport à 2018, où à la même période, le Niger a enregistré plus de 200 000 sinistrés dont 45 décès et plus de 17 389 maisons effondrées suite aux inondations (contre une prévision de 170 000 personnes). Ce résultat ne fait que confirmer **une tendance à la hausse du nombre de sinistrés depuis 2015** (103 000 personnes en 2015, 146 000 personnes en 2016, 206 000 en 2017 et 208 000 personnes en 2018) qui, au cours des cinq dernières années a vu doubler

le nombre des personnes affectées, et a causé d'importants dégâts matériels, la destruction de plusieurs hectares de cultures et la perte de plusieurs têtes de bétails.

L'Etat et ses partenaires s'attèlent à assister les personnes sinistrées dans les secteurs prioritaires des Abris et Biens non Alimentaires, de la sécurité alimentaire et du WASH. Des distributions de kits Abris / BNA ont été faites par plusieurs partenaires dans les différentes régions sur la base de stocks préexistants. Dans le même temps, la Cellule des Crises Alimentaires a conduit des distributions de nourriture pour les communautés sinistrées de Niamey qui se sont réfugiées dans des écoles et des structures publiques. Toutefois, la réponse fournie jusqu'à ce moment n'est pas à la mesure des besoins urgents identifiés dans les différents secteurs et des gaps importants restent à être comblés.

Une Cellule de Crise Inondations a été activée pour élaborer conjointement un plan de réponse avec l'Etat et ses partenaires.



Poches d'insécurité alimentaire persistantes en dépit d'une production agropastorale excédentaire

Selon les experts du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, **la campagne agricole et pastorale 2019 au Niger se présente sous de meilleurs auspices**. La large couverture pluviométrique sur la majorité des postes suivis a non seulement favorisé un bon développement des cultures mais a aussi amélioré la couverture en tapis herbacé au profit du cheptel.

Pour les autorités, les pronostics sur les perspectives de récoltes indiquent que dans l'hypothèse d'un arrêt des pluies entre le 15 et le 30 septembre de cette année, **les marges de « bonne production » se situent entre 33% et 66%**. Ces perspectives sont de bon augure pour le pays qui, faut-il le souligner, a successivement enregistré en 2017 et 2018, des excédents céréaliers.

Ces excédents ont, dans une certaine mesure, impacté la situation alimentaire des ménages avec la disponibilité des céréales sur la plupart des marchés à des prix qui ont connu une légère baisse (mil, sorgho, Niébé) et une stabilité (maïs et riz) comparés à la décade précédente. Par rapport à leur niveau de l'année passée à la même période, tous les prix des céréales ont affiché une baisse respectivement de 25% pour le mil, 20% pour le sorgho, 36% pour le Niébé et 13% pour le maïs.

En dépit de ces bons indicateurs, l'insécurité alimentaire reste un risque pour de nombreux ménages parmi les plus pauvres dont les réserves se sont vite épuisées à cause de la « période de soudure », une période allant de juin à août qui est bien intégrée dans les cycles annuels du pays et qui correspond à une baisse de la production agricole générale. Les conséquences de cette période de soudure ne semblent pas avoir eu d'impact majeur sur les prix des céréales. Toutefois, plusieurs ménages restent dans un niveau de pauvreté élevé et ne disposent pas de moyens financiers leur permettant d'acheter leurs vivres. A cela s'ajoutent les nombreux ménages qui vivent dans les régions de Diffa et de Tillabéri dont l'accès régulier aux ressources alimentaires est confronté à une crise sécuritaire qui perturbe les flux transfrontaliers d'approvisionnement, limitant significativement les transactions et les mouvements des personnes et des

produits commerciaux dans ces zones. Ceci a pour conséquences, des déficits alimentaires importants et une détérioration significative des moyens d'existence pour les populations en déplacement forcé et les populations hôtes pauvres.

Cela est bien expliqué aussi par les résultats du Cadre Harmonisé de mars 2019, qui estimaient **le nombre de personnes en insécurité alimentaire pendant la période de soudure à 1,2 million de personnes**. Les zones les plus concernées par cette crise couvrent les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua, et plus précisément les départements situés dans la zone frontalière avec le Nigeria, le Mali, et le Burkina Faso. Selon les estimations du Plan de réponse humanitaire, en 2019, **environ 190 000 personnes dans la zone frontalière Mali/Burkina Faso et 289 000 personnes dans la région de Diffa** sont dans le besoin d'une assistance alimentaire.

Cette année, le Plan de Soutien du Gouvernement du Niger, cible 1 170 589 personnes, soit 170 267 ménages en « phase 3 et + » qui bénéficient de distributions gratuites ciblées de cash et de vivres pendant les trois mois de la période de soudure. Il s'agit de ménages qui ne peuvent pas se procurer l'alimentation nécessaire à leurs besoins.

Sur le plan pastoral, l'installation du tapis herbacé sur l'ensemble du pays cache des poches de sécheresse persistantes signalées dans plusieurs zones des régions de Diffa, de Tahoua, de Zinder et de Maradi.

Pour soutenir les éleveurs et leur cheptel, la FAO a déjà livré 3400 tonnes d'aliments bétails courant février et mars 2019 alors que 5000 tonnes de la CCA et 10 000 autres tonnes d'aliments bétails de la GIZ/CAIMA sont en cours de livraison pour des besoins globaux estimés à 15 000 tonnes.

Les excédents enregistrés en 2017 et 2018 au Niger ne suffisent pas donc pour mettre les populations entières de ces régions à l'abri de l'insécurité alimentaire. La réalité est beaucoup plus profonde car l'insécurité alimentaire est liée à plusieurs décennies de crises cumulées et à des facteurs socioculturels qu'une ou deux années de bonne production agropastorale ne suffisent pas à enrayer.

C'est pourquoi des interventions de l'Etat et de ses partenaires restent, bon an, mal an, nécessaires pour alléger les souffrances de nombreux ménages en insécurité alimentaire, dans l'attente qu'une véritable transition de l'humanitaire au développement puisse permettre au moins une harmonisation des conditions d'accès aux produits alimentaires.